

LES DETERMINANTS DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE DANS LA REGION DU TONKPI

Yéo Lanzéni

Chargé de Recherche à l'Institut de Géographie Tropicale (IGT)

Université Félix Houphouët-Boigny

yeolanzen@gmail.com

Gueu Jean

Docteur en Géographie

Laboratoire Littoraux, Mers-Santé Sécurité Alimentaire et Transport

(LIMERSSAT)

drjeangu20@gmail.com

Résumé

La région du Tonkpi est située à l'ouest de la Côte d'Ivoire. Bien que possédant des ressources lui permettant de développer l'agriculture dynamique afin de s'assurer une situation alimentaire, la région connaît une prévalence à l'insécurité alimentaire. D'où l'intérêt de ce travail qui analyse les causes de l'effritement de la sécurité alimentaire dans la région. L'approche méthodologique adoptée repose sur une recherche documentaire associée à une étude qualitative et quantitative auprès des acteurs du secteur agricole.

Au nombre des atouts agricoles, la région bénéficie d'un climat, d'un réseau hydrographique et des sols propices à la diversification agricole. Elle dispose d'une population jeune de souche agraire qui constitue une force non négligeable pour l'essor de l'agriculture. Cependant, du fait du caractère accidenté du relief, les disponibilités foncières sont restreintes (46% de la superficie régionale) et demande une exploitation efficiente. Les résultats de ce travail ont montré, par ailleurs, que l'exploitation des potentialités agricoles de la région ne concourt pas à garantir la sécurité alimentaire aux populations. En effet, elle est plus tournée vers l'économie de plantation au détriment du secteur vivrier. Cet état de fait a des conséquences fâcheuses sur la sécurité alimentaire des ménages. Non seulement, les productions issues des systèmes de productions mis en branle ne satisfont pas la demande locale exprimée au niveau du vivrier, mais aussi, elles ne permettent pas d'engranger assez de ressources financières pour pallier le déficit alimentaire.

Mots clés : *Région du Tonkpi, déterminants, insécurité alimentaire*

Abstract

The Tonkpi region is located in the west of Côte d'Ivoire. Although it has the resources to develop dynamic agriculture in order to ensure a food situation, the region is prevalent in food insecurity. Hence the interest of this work, which analyzes the causes of the erosion of food security in the region. The methodological approach adopted is based on literature research combined with a qualitative and quantitative study of stakeholders in the agricultural sector.

Among the agricultural assets, the region benefits from a climate, a hydrographic network and soils conducive to agricultural diversification. It has a young population of agrarian origin which is a significant force for the development of agriculture. However, because of the rugged nature of the relief, land availability is limited (46% of the regional area) and requires efficient exploitation. The results of this work have shown, moreover, that the exploitation of the agricultural potential of the region does not contribute to guaranteeing food security for the populations. Indeed, it is more oriented towards the plantation economy to the detriment of the food sector. This has a negative impact on household food security. Not only do the productions resulting from the production systems set in motion not satisfy the local demand expressed at the level of the food garden, but they also do not make it possible to accumulate enough financial resources to compensate for the food deficit.

Keywords: *Tonkpi region, determinants, food insecurity*

Introduction

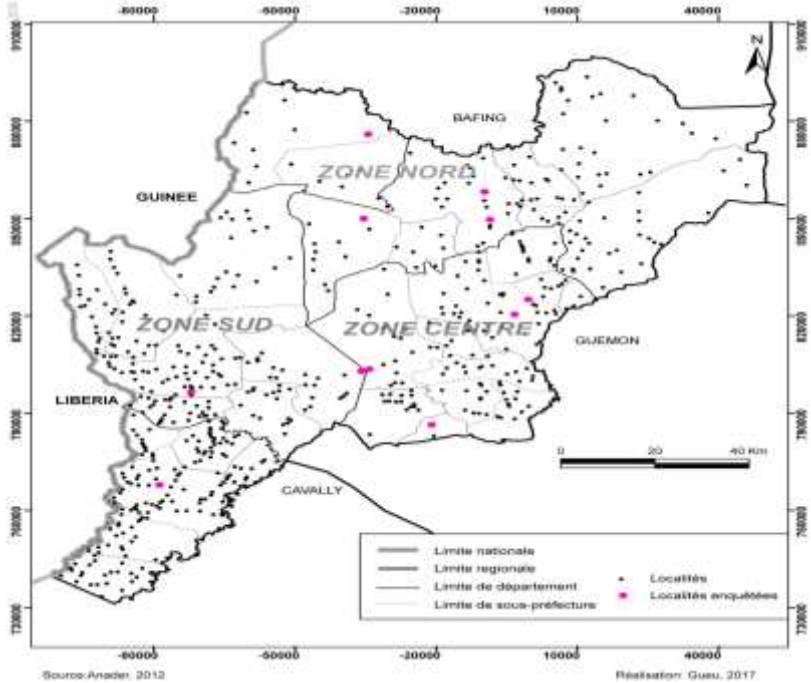
Ce travail est une contribution à la compréhension de l'insécurité alimentaire qui sévit dans le monde et particulièrement en Côte d'Ivoire. En effet, l'insécurité alimentaire est une situation dans laquelle, les populations ne bénéficient pas d'un accès adéquat à une qualité suffisante de denrées alimentaires saines et d'eau potable (Barnier, 2008). Elle existe à partir du moment où des aliments ne sont pas disponibles en tout temps, où des groupes d'individus ne disposent pas de moyens physique et économiques de se les procurer en vue de les consommer (Gueu, 2020).

Située à l'ouest de la Côte d'Ivoire, la région du Tonkpi enregistre une forte prévalence à l'insécurité alimentaire. De 13% en 2007, elle est passée à 12% en 2012, ensuite à 20% en 2013 et enfin 27% en 2015(ENV, 2015). Ces différents taux classent la région en tête de liste des régions ivoiriennes gagnées par l'insécurité alimentaire. Pour ce qui est de sa répartition spatiale, l'on note une dominance en milieu rural par rapport aux centres urbains. Paradoxalement, cette région connaît une performance agricole notable. En effet, de par sa situation en zone forestière, elle dispose de nombreux atouts pour développer une agriculture capable d'améliorer la situation alimentaire des populations. Cette situation amène à se poser la question suivante : quels sont les déterminants de l'insécurité alimentaire dans la région du Tonkpi ? ils'agit dans cette étude d'analyser les facteurs à l'origine de l'insécurité alimentaire dans la région du Tonkpi.

Méthodologie

L'approche méthodologique de ce travail repose sur une recherche documentaire associée une étude quantitative et qualitative. La recherche documentaire a consisté à parcourir la documentation relative au développement agricole et à la sécurité alimentaire. Cette documentation, a été d'un apport considérable dans la compréhension des différents aspects de cette étude. Outre la recherche documentaire, des entretiens semi structurés ont été fait avec les responsables des structures en charge de l'agriculture à savoir, L'ANADER, le CNRA, l'OCPV et la direction régionale de l'agriculture. A travers un guide élaboré à cet effet, ces entretiens ont permis de disposer des informations relatives aux politiques agricoles opérées dans la région. Pour ce qui est des données quantitatives, elles ont été obtenues auprès d'un échantillon de 216 ménages par le biais d'un questionnaire élaboré pour la circonstance. L'idée de construire un échantillon est venue du fait de ne pas pouvoir visiter toutes les localités de la région. Alors, il s'est avéré important de choisir de façon aléatoire des localités dans chaque zone agro écologique de la région. Le choix des répondants s'est fait par un sondage aléatoire proportionnel dans neuf villages de la région présenté sur la figure ci-dessous.

Figure 1 : Les sites de collectes des données



Le tableau ci-dessous donne la répartition de l'échantillon.

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par zones agro écologiques et par localités

Zone agricole	Nom de la localité	Effectif de ménages	
		Obtenus	Interrogés
Nord	Dingouin	656	22
	Santa	575	20
	Yallo	265	9
Centre	Goba	87	6
	Yapleu	520	29
	Glogouin	309	17
Sud	Bouenneu	188	46
	Bouimpleu	58	15
	Issonneu	211	52
Total		2869	216

Source : Nos enquêtes, 2016

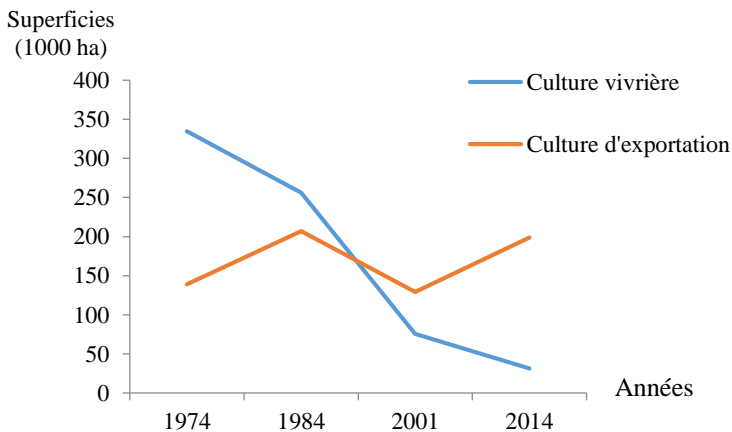
Il s'est agi, avec ces acteurs, d'aborder les questions relatives à leur principale source de revenu et leur répartition, à la manière de mettre en valeur les parcelles de terre et à la consommation alimentaire. L'analyse de ces informations a donné les résultats ci-après.

Résultats

1. L'agriculture vivrière laissée pour contre dans la mise en valeur des ressources agricoles

Une analyse comparative de l'évolution des différents secteurs agricoles présente un recul du vivrier au profit des cultures d'exportation. La figure ci-après présente l'évolution des surfaces emblavées dans la région du Tonkpi.

Figure 2 : Évolution comparée des surfaces emblavées de 1974 à 2014



Source : Recensements de la population et statistiques agricoles

À première vue, les surfaces emblavées pour les cultures vivrières enregistrent une allure régressive par rapport aux spéculations industrielles. Ces dernières ont une évolution monotone. Ces courbes d'évolution présentent chacune trois phases. La première phase se situe entre 1974 et 1984, la seconde phase est constituée de la période allant de 1984 à 2001 et la dernière phase se situe après 2001.

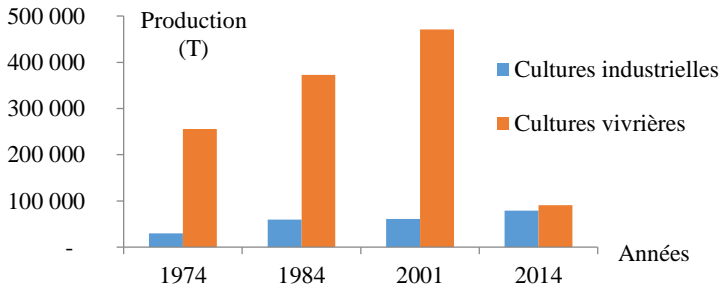
Dans la première phase, l'on remarque une dominance des cultures vivrières jusqu'en 1984. Cela se justifie par le profond attachement des populations aux activités traditionnelles que sont l'économie de subsistance et la chasse. L'économie de plantation était naissante dans la région. La seconde phase est marquée par une baisse au niveau des deux secteurs agricoles. Mais cette baisse est plus prononcée au niveau du vivrier. A partir de 1984, l'on remarque que le relais est passé aux cultures industrielles. Dans la troisième phase, l'on note une croissance relative de l'économie de plantation par rapport à l'agriculture vivrière.

Ces variations observées au niveau de ces deux types d'agricultures s'expliquent par plusieurs faits. D'abord, les autorités ivoiriennes accordent une attention remarquable aux cultures d'exportation, ce qui amène les paysans à s'y investir profondément. Cette attention se traduit par la restructuration des organes de gestion du secteur et la fixation d'un prix minimum garanti aux producteurs. Outre ces politiques de l'autorité centrale, la croissance des surfaces des cultures industrielles se justifie par le fait que tous les regards se soient tournés vers l'ouest montagneux du fait de la saturation foncière dans le sud-ouest. En effet, une fois dans la région, les autochtones et étrangers préfèrent exploiter les parcelles qu'ils ont achetées au profit de l'économie de plantation au détriment du vivrier. Cependant, ces vastes superficies défrichées ne sont pas suivies par la production, impactant ainsi le niveau de vie des populations.

2. Une production vivrière importante mais incapable de satisfaire la demande de consommation locale

La précédente analyse a montré la forte empreinte spatiale de l'économie de plantation dans le paysage agraire de la région. Cependant, la production n'est pas conséquente à cette suprématie de l'agriculture d'exportation. En effet, la production demeure inférieure à celle du secteur vivrier comme le présente la figure ci-dessous.

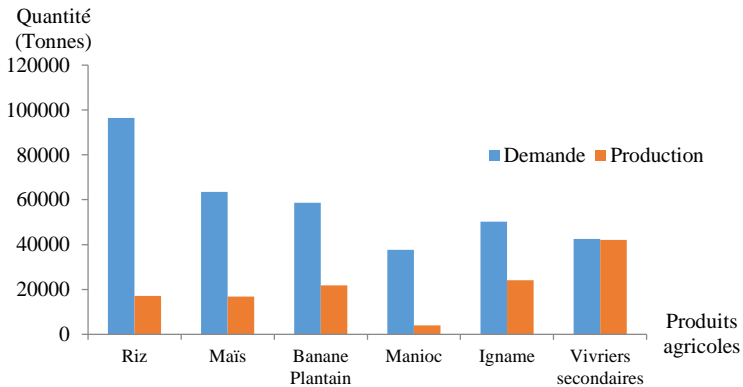
Figure 2 : Evolution des productions agricoles du Tonkpi de 1974 à 2014



Source : MINAGRI, DSDI, 1974, 1984, 2001 et 2014

L'analyse des productions par secteur, montre qu'au niveau de l'agriculture d'exportation la production enregistre une croissance alors qu'au niveau du vivrier, la production tend à baisser. Les productions vivrières ont enregistré une croissance jusqu'à en 2001 pour ensuite connaître une chute vertigineuse. Malgré cette importance de la production, elle demeure insignifiante par rapport à la demande de consommation locale. Ces besoins de consommation alimentaire ont été exprimés pour les denrées les plus consommées dans la région. Ainsi, la figure ci-dessous fait une comparaison entre la demande et l'offre alimentaire de la région.

Figure 3 : Comparaison entre offre et demande alimentaire en 2017



Source : Nos enquêtes, 2016

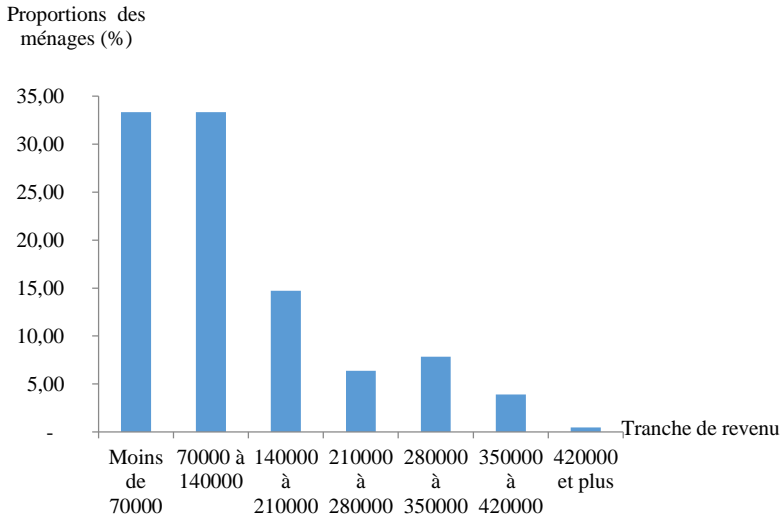
Cette figure montre que les besoins alimentaires exprimés par les populations de la région du Tonkpi (438 108,8 tonnes) sont largement supérieurs à la production estimée à environ 132 798 tonnes. En dehors des vivriers secondaires, la production des autres aliments de base est largement inférieure aux besoins de consommation exprimés par les populations. Une approche suivant le milieu de résidence montre que la demande alimentaire en milieu rural, estimée à plus de 220 241,87 tonnes, fait presque le double de celle du milieu urbain chiffrée à 120 145,7 tonnes. Ce qui laisse percevoir le double effort demandé aux paysans. Non seulement, ils doivent produire pour couvrir leur alimentation quotidienne, mais aussi, satisfaire la demande des ménages urbains. L'atteinte de cet objectif s'avère difficile au vu des systèmes agricoles développés et de l'évolution des productions vivrières durant ces dernières années.

3. Une vulnérabilité des populations du fait de leur faible revenu

La faible production constatée au niveau des cultures d'exportation ne permet pas aux paysans de disposer de ressources conséquentes pour combler le déficit relevé entre l'offre et la demande de consommation alimentaire.

De manière générale, les résultats de cette étude montrent que 73,1% ont pour source de revenu la vente des produits d'exportation (cacao, café, hévéa) et celle des produits vivriers (l'igname, la banane, le riz, les cultures maraîchères). Les montants obtenus après la vente de ces produits ont été rapportés à un revenu mensuel. La répartition des ménages suivant le revenu mensuel est présentée par la figure ci-dessous.

Figure 4 : Les revenus mensuels des chefs de ménages



Source : Nos enquêtes, 2016

Selon cette figure, 66,7% des ménages ont un revenu mensuel en-dessous de 150 000 FCFA contre 33,3% dont les revenus sont plus élevés. Ces revenus ont été ramenés à l'échelle annuelle et ont été comparés au seuil de pauvreté en vigueur pour établir des tendances. En effet, selon INS (2015), est considérée comme pauvre toute personne dont les dépenses journalières sont en deçà de 737 FCFA ; soit une dépense annuelle de 269 075 FCFA. À côté de cette catégorie, l'auteur en définit une autre renfermant les personnes extrêmement pauvres. Ces personnes vivent avec un revenu annuel inférieur à 122 385 FCFA ; soit une dépense journalière de 335 FCFA. Ainsi, le tableau ci-dessous répartit les ménages suivant le seuil de pauvreté.

Tableau 2 : Répartition des ménages suivant le seuil de pauvreté

Tranche de revenus en FCFA	Proportion de ménages (%)
Moins de 125 000	18,63
125 000 à 250 000	39,71
Plus de 250 000	41,67

Source : Nos enquêtes, 2016

Plus de la moitié des ménages enquêtés (58,34%) ont un revenu annuel en dessous du seuil de pauvreté dont 18,63% sont extrêmement pauvres. Environ 42% des ménages interrogés ont un revenu annuel au-dessus de 250 000 FCFA. Ainsi, pour évaluer la vulnérabilité alimentaire des ménages, un regard a été porté sur leur budget alloué à l'alimentation. En effet, une bonne alimentation est plus influencée par la part du revenu qui lui est consacrée. A cet effet, les chapitres de dépenses ont été classés en huit grands groupes que sont : l'alimentation, les déplacements, les factures (loyers, entretien et commodités de logement), l'éducation, les investissements (champs, semences, immobiliers), les cérémonies (réjouissances et funérailles), la santé et les autres dépenses. La structure des dépenses présentée par le tableau ci-dessous montre que plus de 50% des dépenses du ménage sont consacrées à l'alimentation.

Tableau 3 : La répartition du revenu par chapitre de dépenses

Chapitre de dépenses des ménages	Montant (FCFA)	Proportion (%)
Alimentation	20 324 160	50,02
Déplacement	1 283 300	3,16
Commodité	1 756 519	4,32
Education	7 764 200	19,11
Dépense maison	2 183 000	5,37
Investissements	2 615 000	6,44
Habillement	1 700 000	4,18
Cérémonies	939 500	2,31
Santé	1 555 500	3,83
Autres dépenses	513 000	1,26
Total	40 634 179	100

Source : Nos enquêtes, 2016

Dans l'ensemble, les chapitres de dépenses tels que l'éducation, la santé, le logement et les déplacements sont ainsi reléguée au second plan. Cet état de fait peut se justifier par la faiblesse générale des revenus des populations. En effet, le niveau des revenus ne suit pas l'évolution des prix des denrées de consommation. Au niveau des planteurs, les revenus ont chutés du fait de la baisse des cours mondiaux des produits d'exportation (cacao ; café). Face à cette conjoncture, chaque chef de ménage choisit prioritairement d'assurer le repas quotidien aux membres

de son ménage. Cette situation met en relief la vulnérabilité de ces ménages à l'insécurité alimentaire.

Discussions

Du point de vu naturel, la région du Tonkpi dispose de nombreux atouts pour le développement de l'activité agricole. La mise en valeur de ces espaces naturels est faite par une population hétérogène de plus en plus croissante. Cependant, l'exploitation de ces potentialités agricoles est orientée vers les cultures industrielles au détriment du secteur du vivrier. Selon Koulaï (2014), cette situation est due à la place de choix accordée par l'autorité centrale aux cultures d'exportation à travers plusieurs politiques mises en œuvre. Mais, les systèmes de production mis en branle demeurent traditionnels dont les rendements sont faibles. En effet, l'agriculture itinérante sur défriche brûlis est le système de production dominant dans la zone. Par ailleurs, pour rentabiliser leur patrimoine foncier, les paysans associent des cultures arbustives (café-cacao) qui fournissent les revenus et différentes cultures vivrières (tubercules, céréales, légumes, etc.) qui assurent la subsistance. Les cultures d'exportation procurent des devises qui permettent l'achat de produits alimentaires (MINAGRA, FAO, UE, 2003). Or, ce système de production admet bon nombre de contrainte. Selon Chaléard (1988), ce système n'est efficace que pour les zones disposant de grandes surfaces de terres cultivables et à faible densité de population rurale. Ce qui n'est pas le cas dans la région du Tonkpi, où les densités rurales sont élevées et aux espaces arables réduits par la vigueur du relief. Aussi, les productions issues de ce système de production sont en deçà des besoins exprimés par les populations du fait de la faiblesse des rendements due à la diminution de la durée des jachères (Mérino, 2009).

Cette étude a montré par ailleurs que l'exploitation des ressources agricoles de la région ne profite pas aux paysans qui du fait de la faiblesse des productions industrielles ont des revenus dérisoires. Or à défaut d'une bonne production vivrière, les productions industrielles devraient être à mesure d'offrir des ressources conséquentes aux populations pour s'approvisionner sur les marchés extérieurs. C'est en ce sens que (MINAGRA, FAO, UE, 2003) et FAO (2010) affirment que l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire est essentiellement liée aux problèmes d'accès à la nourriture en raison du faible pouvoir d'achat et de la pauvreté. Ces différentes situations confirment que la croissance de la

production agricole domestique est le principal facteur permettant d'atteindre l'objectif de la sécurité alimentaire.

Conclusion

Il ressort de cette étude que l'insécurité alimentaire qui sévit dans la région du Tonkpi est tributaire de l'orientation agricole adoptée par les paysans. En effet, l'exploitation des ressources agricoles est faite au profit de l'économie de plantation au détriment de l'agriculture vivrière. Cela se traduit par la croissance des superficies emblavées pour le cacao, le café et l'hévéa. Cependant, les revenus issus de la vente de ces produits s'avèrent insuffisants pour couvrir les besoins primaires de producteurs. Aussi, reléguée au second plan, la production vivrière peine à couvrir les besoins de consommation de la population. Ainsi, une politique agricole tournée vers un vivrier marchand pourrait contribuer à la garantie de la sécurité alimentaire dans cette région.

Bibliographie

- Chaléard J. L.**, 1988 : La place des cultures vivrières dans les systèmes de production en agriculture de plantation : le cas du département d'Agboville (Côte d'Ivoire), *in cahiers sciences humaines n°24 (1)* pp 35-49.
- FAO, PAM, et INS**, 2013 : *Enquête sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité à l'ouest et au nord-ouest, du 6 au 22 Mai 2013, Rapport final*, Abidjan juillet 213, 42 p.
- FAO**, 2010 : *Plan d'action pour la Cote d'Ivoire*, Rome 29 p.
- INS**, 2015 : *Enquête sur le Niveau de Vie des ménages en Côte d'Ivoire*, Direction Générale du Plan et de la lutte contre la Pauvreté (MEMPD, Juillet, 2015), 91p
- INS**, 2014 : *Recensement Général de la Population et de l'Habitat, résultats globaux*, Secrétariat Technique Permanent du Comité Technique du RGPH, 26p
- Janin P**, 2008 : Crise alimentaire mondiale désordres et débats, *In Hérodote, revue de géographie et de géopolitique, n°131, les enjeux de la crise alimentaire mondiale*, pp 6 0 13
- Janin P.**, 2001 : L'insécurité alimentaire rurale en Côte d'Ivoire : Une réalité cachée, aggravée par la société et le marché. *in Cahiers d'études et de recherches francophones / Agricultures*

- Janin P.**, 1998 : *Stratégies d'accès aux aliments des ménages ruraux après la dévaluation' (région de la Vallée du Bandama en Côte d'Ivoire)* Bouaké, Fond documentaire de l'IRD, 13 p.
- Kalilou S, Gbongue M, Kouadio E.**, 2005 : *Une approche multidimensionnelle de la pauvreté appliquée à la Côte d'Ivoire*, CIRES, université de Cocody Abidjan, 74p
- Merino M.**, 2009 : *L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, fondation pour la recherche stratégique n°2/09*, 4p
- Ministère de l'agriculture**, PAM et FAO. 2013 : *Evaluation de la sécurité alimentaire à l'Ouest et au Nord : données d'octobre 2013* Abidjan, Côte d'Ivoire, 26p
- Ministère de l'agriculture et du développement rural (Minader)**, 2016 : *Recensement des exploitants et exploitations agricoles (REEA) 2015/2016* volume 1 synthèse des résultats du REEA, rapport provisoire, Novembre 2017, 59 p
- Ministère de l'agriculture, Ministère de la santé et de la lutte contre le sida et INS**, 2013 : *Enquête sur la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain : cas de la ville d'Abidjan rapport final*, mai 2013, 57 p
- Ministère de l'Agriculture, PAM et FAO.**, 2012 : *Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence : données de janvier et février 2012*. Abidjan, Côte d'Ivoire. 65 p
- Ministère de l'Agriculture et PAM**, 2009 : *Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire des ménages ruraux en Côte d'Ivoire, rapport final*, Abidjan, 79 p